

sondage

BAROMETRE PLURICONSEIL - L'EXPRESS*

Un budget de transition équilibré

A neuf jours de la présentation du budget de transition, la majorité des analystes sont confiants que le Grand argentier viendra avec des mesures favorables à la croissance économique, mais aussi avec une dose équilibrée de mesures sociales.

LA CONFIANCE DEMEURE

Une forte majorité d'analystes économiques et financiers (63 %) attendent avec confiance un budget de transition qui stimule la croissance économique. Le Grand argentier n'a pas d'autre choix que de faire de la croissance sa première priorité dans un contexte de ralentissement de l'économie mauricienne. Même après une éventuelle sortie de crise de l'économie mondiale, Maurice ressentira encore les effets de la récession avec un temps de décalage. Il est significatif que plus d'un tiers des analystes sont peu confiants de voir un budget favorable à la croissance. La raison, selon eux, est qu'il n'existe pas grand-chose que le gouvernement puisse faire contre une crise mondiale, ce qui l'amènerait plutôt à distribuer des prébendes qui touchent directement la vie des gens.

EQUILIBRE ENTRE L'ÉCONOMIE ET LE SOCIAL

On peut favoriser la croissance économique sans négliger le social. C'est ce que pensent 53 % des analystes interrogés pour qui le budget de transition consacrerait une part égale à l'économie et au social. Comme le plan de relance additionnel et les prochaines mesures budgétaires auront peu d'impact sur l'économie réelle dans les six mois à venir, il est nécessaire de mettre rapidement en vigueur des programmes sociaux pour apaiser et protéger la population. Selon un économiste, l'équilibre entre l'économie et le social restera la devise du gouvernement actuel, et à plus forte raison, à l'approche des échéances électorales.

AU CHEVET DU TOURISME

Le tourisme, le textile et la construction sont les trois industries qui méritent une attention particulière du budget de transition, bien plus que le commerce et le secteur offshore (*global business*). Pour deux analystes sur cinq, le tourisme doit recevoir le plus de considération, car les taux de remplissage des hôtels chutent à des niveaux records, ce qui entraînera des licenciements dans tous les secteurs concernés par le tourisme. Un analyste sur trois est plus préoccupé par le textile parce que cette industrie a un *spill-over effect* sur d'autres secteurs de l'économie en termes d'emplois et de devises. Selon 24 % d'analystes, la construction a l'avantage de produire un plus grand effet multiplicateur sur l'activité économique en général.

LE CHÔMAGE SOUS SURVEILLANCE

Le chômage et la dette publique ne doivent surtout pas dérapier, préviennent 83 % des analystes interrogés. L'un peut être la cause de l'autre par le fameux effet d'éviction : une hausse de la dette publique provoquera naturellement, sauf intervention artificielle de la Banque centrale, une remontée du taux d'intérêt qui découragera l'investissement privé et donc la création d'emplois. De plus, dira un analyste financier, *"our grandchildren's cash flow should not be mortgaged"*. Souvent l'objet de gros titres de presse, le déficit commercial et l'inflation inquiètent moins les analystes, car *"the country must spend its way out of a slowdown"*.

HAUSSE DU DÉFICIT BUDGÉTAIRE

D'après les estimations du dernier budget, le déficit budgétaire devrait être autour de 3,8 % du produit intérieur brut (PIB) pour l'année 2008-2009. Dans le contexte actuel de crise mondiale, 83 % des analystes admettent que le ministère des Finances peut laisser filer le déficit budgétaire à 5 %, voire 6 %, du PIB. Les États-Unis eux-mêmes ont un déficit de 5 %. A Maurice aussi, nous sommes dans une situation inhabituelle où les recettes fiscales sont en baisse à cause du ralentissement de l'économie, mais les dépenses de l'Etat sont en hausse dues aux plans de relance. Selon un économiste, *"it is not the deficit that matters, but whether we are confident to reduce it in the shortest term"*.

RELANCER LA CONSOMMATION

La majorité des analystes affirme que le contexte actuel exige une relance par la demande (la consommation) plutôt que par l'offre (la production). Le gouvernement doit stimuler la demande domestique pour compenser la baisse de la demande étrangère de nos biens et services (nos exportations). Plus précisément, c'est en augmentant les dépenses en infrastructures qu'on arrivera à booster la consommation intérieure. Reste que la production doit suivre la demande. Accroître notre capacité de production prendra toutefois plus de temps. Dans l'urgence, le court terme prime sur le moyen et le long termes.

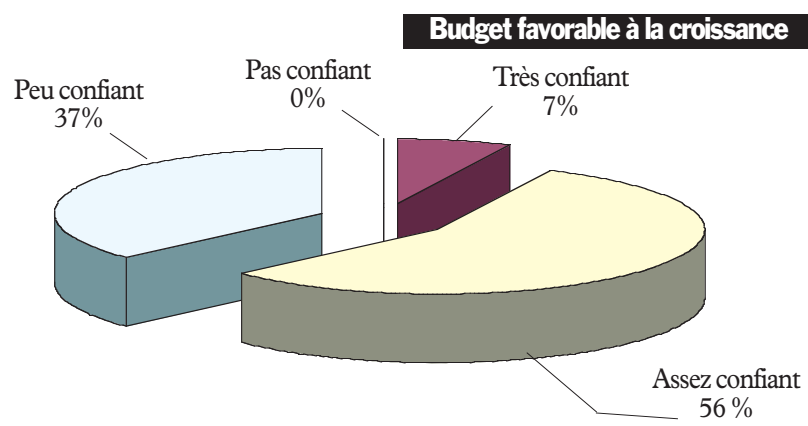
UN BON MÉLANGE DE MESURES

Il n'y a pas qu'une seule mesure qui puisse aider nos entreprises à affronter la crise : il leur faut un mélange bien dosé de plusieurs mesures appropriées. Une dépréciation de la roupie constitue une bouffée d'oxygène aux entreprises d'exportation. Une baisse de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur le revenu encouragera à la fois l'investissement et la consommation privés. D'aucuns préconisent de subventionner directement les entreprises parce que cette approche est plus ciblée. Sinon, pour éviter toute discrimination, il convient d'améliorer les services publics, encore très décriés, et d'améliorer les procédures administratives afin de soutenir tous les secteurs d'activité.

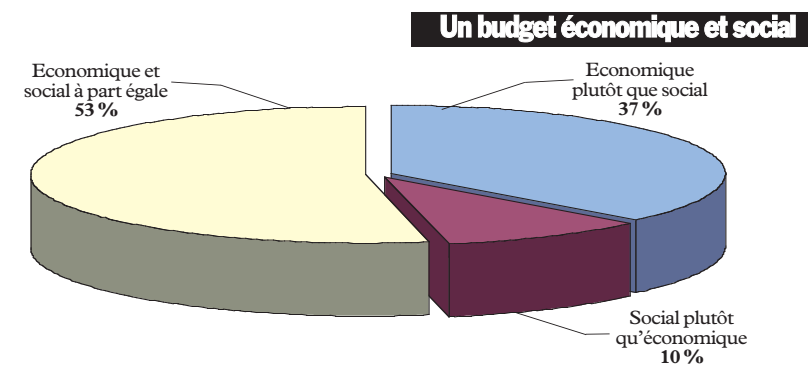
BASSE PRÉVISIBLE DU TAUX D'INTÉRÊT

Comme lors du dernier baromètre, 57 % d'analystes anticipent une nouvelle détente du *repo rate* à la prochaine réunion du comité de politique monétaire le 22 juin. Devant les perspectives défavorables de la croissance et la tendance à la baisse de l'inflation, le comité tient à alléger les charges financières des entreprises comme des consommateurs endettés. Le budget de l'Etat bénéficiera aussi d'une réduction du service de sa dette. Cependant, pour les autres analystes, le taux d'intérêt a suffisamment baissé et il a atteint un point où il n'a plus d'impact sur l'économie.

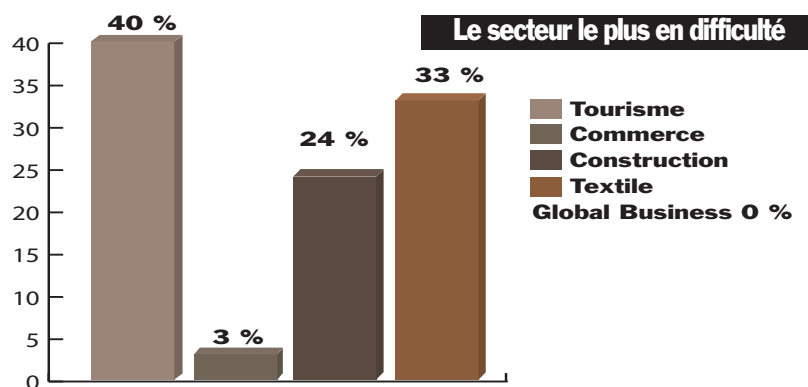
1) Etes-vous confiant que le ministre des Finances présentera un Budget de transition favorable à la croissance économique ?



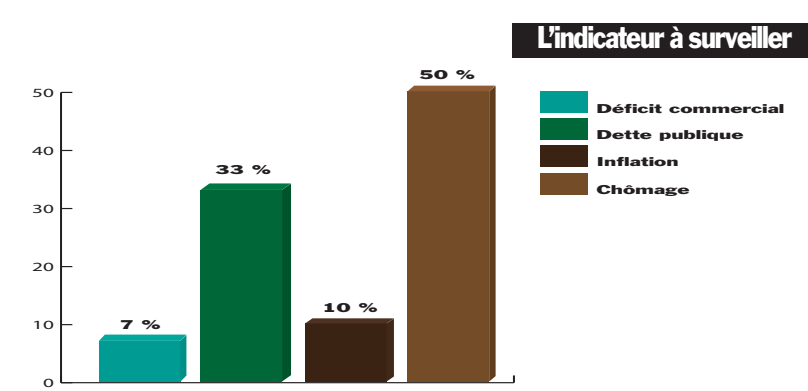
2) Attendez-vous un Budget...



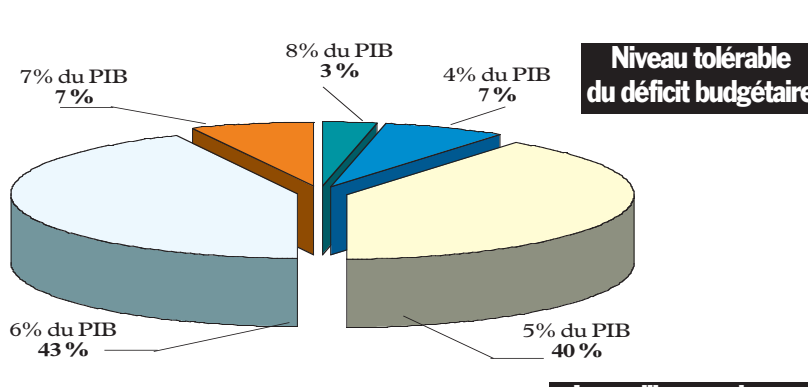
3) Lequel de ces cinq secteurs mérite le plus de considération du budget de transition ?



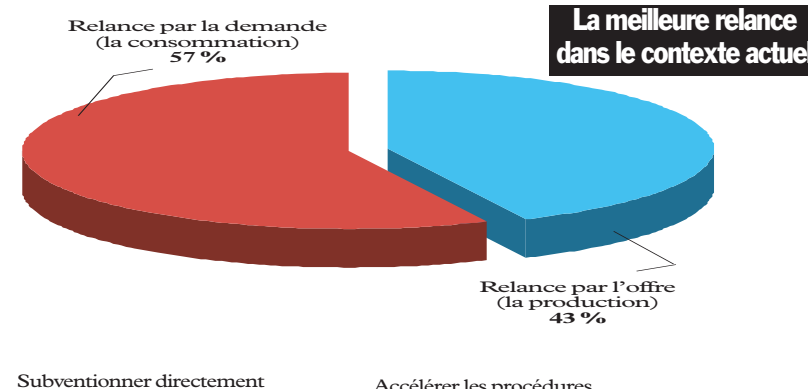
4) Lequel de ces quatre indicateurs ne doit surtout pas dérapier ?



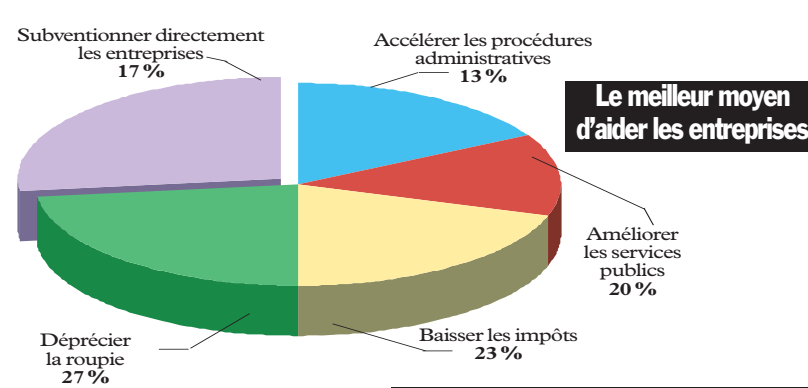
5) Jusqu'à quel niveau du déficit budgétaire peut-on tolérer dans le contexte actuel ?



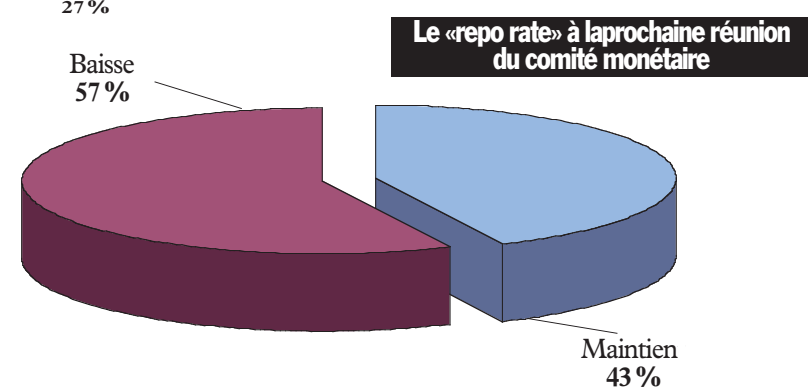
6) Quelle est la meilleure approche pour relancer l'économie dans le contexte actuel ?



7) Quelle mesure est susceptible d'aider le plus les entreprises à affronter la crise ?



8) Quelle orientation du «repo rate» prévoyez-vous à la prochaine réunion du comité monétaire ?



Analyse
par Eric NG PING CHEUN

Sans transition

Il semble que le monde des affaires soit moins intéressé au contenu du budget de transition qu'à la période précise des prochaines élections générales. C'est dire qu'une fièvre électorale est, chez nous, plus préoccupante que la grippe porcine, et que la configuration politique qui sortira des urnes est plus déterminante à notre survie économique que toutes les mesures budgétaires concoctées dans le secret du ministère des Finances. Et c'est par ce genre de distraction populaire que les plus sérieux de notre classe politique entendent convaincre la population qu'ils seraient les plus capables de sortir notre pays de la crise mondiale la plus grave depuis 1929.

De deux choses, l'une. Soit le Premier ministre décide de dissoudre l'Assemblée nationale avant le 22 mai, date de la présentation du budget de transition, soit il fera l'année prochaine. Comme il a affirmé qu'il sera toujours à son poste le 1^{er} mai 2010, on peut croire que la seconde option est la plus probable. Maintenant, d'aucuns estiment que cette affirmation peut aussi vouloir dire que Navin Ramgoolam est sûr et certain de remporter les prochaines élections générales avant cette date. Dans ce cas, son ministre des Finances doit déjà connaître, à ce jour, la période du lancement de la campagne électorale...

Si les élections devaient se tenir cette année, il n'y aurait pas de budget annuel en novembre prochain, et c'est donc dans ce budget dit de transition que devraient être prises de nombreuses mesures populaires. Le problème est que ce n'est pas le moment de présenter un budget électoraliste. Pareil budget ne ferait qu'aggraver la situation économique de Maurice davantage qu'il ne l'améliorerait. De plus, il enverrait de mauvais signaux à ceux qui attendent du gouvernement des engagements fermes en faveur de la bonne gouvernance économique. Ce serait pareil si une dissolution du Parlement avant le 22 mai faisait éviter la nécessité d'un budget populiste.

Il faut accepter le fait que l'économie mauricienne ralentira cette année avec des risques de détérioration dans les mois à venir. Plus que jamais, le gouvernement a besoin du secteur privé afin d'éviter une catastrophe économique. Il dépend aussi du soutien des institutions comme le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et l'Union européenne pour prendre des mesures préventives. Ces bailleurs de fonds pourraient, à tout le moins, tolérer un budget populaire en novembre en marge d'une année électorale, mais pas tout de suite en mai. Même la population est assez intelligente pour comprendre cela.

La reprise viendra sans nul doute en 2010. Une sortie de récession sur nos principaux marchés d'exportation paraît possible au plus tard au début de l'année prochaine. Maurice devrait peut-être attendre six mois avant de bénéficier des effets positifs. Entre-temps, son industrie touristique tirera profit de la Coupe du monde de juin 2010 en Afrique du Sud. Si Navin Ramgoolam tient à compléter son mandat, chose qu'on n'a pas vue depuis 1982, rien ne l'empêchera d'organiser les élections au troisième trimestre de 2010.

Un rebond de l'économie mauricienne ne représente nullement une garantie que le parti au pouvoir reviendra aux affaires à l'issue des élections. Mais ses chances seraient meilleures que celles d'une bataille électorale en 2009. Car l'enjeu des prochaines élections est de déterminer, non pas si le gouvernement sortant est responsable ou non de la crise économique, mais quelle alliance politique est la mieux capable d'aider le pays à la surmonter.

Il est encore trop tôt pour la population de se prononcer sur celui qui a le profil du meilleur capitaine d'un bateau sur une mer démontée. L'électorat sera à même de se fixer en 2010. A charge pour le gouvernement de mener le navire à bon port pour le convaincre de garder le capitaine. Il revient à l'opposition, elle, de venir avec un programme économique concret pour qu'on change de capitaine.

Si l'on considère que le Grand argentier présentera bien deux budgets avant les élections, comme il l'a prévu, alors il n'a pas le droit à l'erreur dans le budget de mai. Avec cynisme, on dira que l'erreur est permise dans le budget de novembre, car la population ne lui en voudra pas si celui-ci est plus politique qu'économique. Mais pour l'économie, le budget de transition est bien plus important que le budget de 2010.

En somme, il ne doit pas y avoir de transition. En tant que ministre respecté de la communauté des affaires et des institutions internationales, Rama Sithanan a tout intérêt à concrétiser, le 22 mai, un budget avec de fortes mesures ayant un impact sur les dix-huit prochains mois. Tout sera décisif maintenant, et non dans six mois. Toute reprise attendue à la mi-2010 sera la conséquence de ce qui sera décidé en mai 2009, et non en novembre.

Autrement, on risque d'être déçu par un budget de transition qui ne serait qu'un post-scriptum de l'«additional stimulus package» qui vient d'être adopté. Au terme d'un discours budgétaire qui durerait à peine une heure et demie, on n'aurait que quelques mesures d'ajustement au plan de relance, des promesses d'échapper à la tuelle du FMI en limitant le déficit budgétaire, et les traditionnelles mesures sociales d'un «caring government». Le secteur privé attend plus que ça.

La reprise est aussi tributaire de notre politique monétaire. Au rythme actuel des baisses du taux d'intérêt, puisque leurs effets prennent dix-huit mois pour se transmettre totalement à l'économie, l'inflation retournera en force en 2010. Alors que la relance du budget de l'année dernière l'avait rendu très anxieux de l'inflation, on attendra la réaction du gouverneur de la Banque de Maurice devant un déficit budgétaire aux alentours de 6 % du produit intérieur brut. Contrairement à la politique budgétaire, on admettra qu'une politique monétaire responsable doit passer par une période de transition.

* Enquête réalisée par téléphone par PluriConseil, du 4 au 7 mai 2009, auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.